

Assemblée nationale

Les députés ivoiriens s'engagent contre l'impunité

La violation des droits de l'Homme dans plusieurs pays africains interpelle les parlementaires ivoiriens. Ils ont donc décidé, en collaboration avec des députés du Cameroun, du Sénégal, du Togo et de la Guinée et l'Action mondiale des parlementaires, de mettre en place une plateforme pour lutter contre les crimes internationaux. Hier, à la Rotonde de l'Assemblée nationale, au Plateau, s'est tenue la première réunion du groupe de travail sur la lutte contre l'impunité pour les



Mariam Traoré veut une Afrique francophone où l'Etat de droit est une réalité.

crimes internationaux dans les pays francophones africains. Une première rencontre qui se présente sous forme de consultation politique et juridique. Au cours des assises, des fonctionnaires de la Cpi et des experts gouvernementaux vont apporter leur contribution et participer à un dialogue interactif. Ce séminaire qui s'achève aujourd'hui va permettre aux députés ivoiriens d'être outillés sur le fonctionnement de la Cour pénale internationale (Cpi). Ils comprendront

aussi la portée et le rôle du statut de Rome pour la protection des civils. Les collaborateurs de Guillaume Soro seront par ailleurs formés sur les défis et les progrès de la Cpi dans diverses situations à travers le monde et surtout en Afrique. « Ces échanges vont contribuer au renforcement de nos connaissances sur la Cpi. Nous serons mieux outillés pour faire la promotion de cet instrument de consolidation de l'Etat de droit ainsi que la prévention et la lutte contre l'impunité », s'est ré-

jouie Maimouna Touré, députée d'Abobo. Mariam Traoré, députée de Tengréla et membre de l'Action mondiale des parlementaires (Pga) promet faire le tour de l'Afrique francophone pour faire accepter le principe du statut de Rome à tous ces pays. « La Cpi punit les bourreaux, prévient l'oubli et dissuade les criminels potentiels. Il faut combattre l'impunité par tous les moyens », s'engage-t-elle.

Crise à la Cscsi

Christophe Kouamé auditionné

La brigade de recherche est engagée à mettre un terme à la crise qui traverse la Convention de la société civile ivoirienne (Cscsi). Selon un communiqué de la Cscsi dont nous avons reçu copie hier, le coordonnateur national de l'organisation, Christophe Kouamé, a été auditionné, jeudi matin, par la brigade de recherche. Il s'agit notamment de cette affaire qui l'oppose à Bakayoko Sidiki qui revendique également la tête de la structure. « Il (M. Kouamé

Elections générales de 2015

Les Etats-Unis pour une réforme de la Cei

Les Etats-Unis d'Amérique (Usa) soutiennent l'idée d'une réforme de la Commission électorale indépendante (Cej). A l'approche des élections générales de 2015, Bisa Williams, la sous-secrétaire adjointe américaine aux affaires africaines est venue exprimer ce vœu au président de la Cej, Youssouf Bakayoko, hier, dans les locaux de la commission, à Cocody. Mme Williams était accompagnée pour la circonstance de Terence McCulley, ambassadeur des Usa en Côte d'Ivoire. Cette ré-



le renouvellement du bureau de la Commission électorale indépendante et le fichier électoral. Le président et le vice-président de la Commission électorale indépendante nous ont très bien expliqué le processus », s'est-elle réjouie. L'hôte du président de la Cej, tout en félicitant sa structure pour avoir réussi le processus électoral passé, a également fait savoir que son pays apportera son aide pour le renforcement de la commission. « Nous sommes venus féliciter la Cej pour la

ED (stagiaire)